

Fiche d'examen au cas par cas pour les PLU, PLUi et cartes communales (liste indicative d'informations à fournir)

1. Intitulé du projet et état d'avancement

Procédure concernée (ex pour les PLU : élaboration, révision , DP ou DUP...)	Type de document (ex : POS, PLU communal ou intercommunal, carte communale)	Territoire concerné
Révision	POS	Commune de Saint-Romain-de-Popey

En cas d'élaboration ou de révision générale de PLU ou PLUi	
Date de débat du PADD	10 juillet 2017
Le cas échéant, date prévisionnelle de l'arrêt du projet	mars 2018

2. Identification de la personne publique responsable

Personne publique responsable (compétente pour conduire la procédure d'urbanisme)	Monsieur Guy JOYET, le Maire
Courriel	mairie.stromaindepopey@gmail.com

3. Caractéristiques principales de la procédure

3.1. Caractéristiques générales du territoire	
Nom(s) de la (ou des) commune(s) concernée(s)	Commune de Saint-Romain-de-Popey
Nombre d'habitants concernés (au dernier recensement général de la population)	1481 (INSEE 2014)
Le cas échéant : nombre d'habitants permanents et en période touristique	
Superficie du territoire	1702 ha

3.2. Quels sont les objectifs de cette procédure ? <i>Annexe : la délibération engageant la procédure</i>
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Préserver et valoriser l'environnement et le paysage de la commune en : <ul style="list-style-type: none"> – favorisant la densification et le renouvellement urbain dans le village

- confortant et protégeant la structure urbaine (village-hameaux anciens) de la commune et les différentes entités paysagères.
 - mettant en valeur la qualité paysagère et patrimoniale dans et autour du village.
 - garantissant le fonctionnement écologique de territoire en maintenant les trames vertes et bleues
- Permettre l'aménagement d'un tènement stratégique en continuité du village pour conforter la centralité et permettre une diversification des formes d'habitat afin d'assurer un parcours résidentiel en lien avec les besoins identifiés sur la commune pour maintenir une population jeune sur le village.
 - Permettre le développement équilibré de la commune, avec le développement des zones d'activités avec création "d'un hameau d'entreprise" à proximité du centre bourg et la réalisation de la zone d'activité des Boudes, la préservation raisonnable de l'activité agricole et le confortement des activités de centre-village.
 - Favoriser les déplacements modes doux dans le village, et entre le village et la polarité constituée autour de la gare, ainsi que la liaison entre la gare et les zones d'activités existantes et futures ainsi que la création notamment de places de stationnement supplémentaire dans le secteur de la gare qui sera stratégique dans ce futur secteur économique.
 - Prévoir des emplacements réservés sur certaines voiries communales en vue d'élargissement pour améliorer les flux de circulation et de prévoir une déviation du village en créant un raccordement RD 33^E - RD67 - RD33 pour désenclaver et sécuriser le centre bourg.
 - Maintenir une diversité des fonctions urbaines dans le village et anticiper les besoins de la commune en matière d'équipements et d'espaces de loisirs avec notamment la création d'une nouvelle salle des fêtes, un city stade, une mise en conformité du stade actuel et le création d'un parking en centre bourg à proximité du cimetière.
 - Garantir l'harmonisation de l'aspect extérieur et architecturale des constructions nouvelles ou existantes dans le centre bourg mais aussi dans les hameaux en veillant sur l'intégration paysagère des constructions.

3.3. Quelles sont ses grandes orientations d'aménagement ?

Annexe : pour une élaboration ou une révision générale de PLU communal ou intercommunal, joindre le projet de PADD qui a été débattu par le Conseil municipal ou par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU

1.1 Tendre vers une population d'environ 1715 habitants en 2027

2.1 Renforcer l'enveloppe urbaine existante

2.2 Acter les limites intangibles d'urbanisation à long terme

3.1 Assurer la « dynamique villageoise » et améliorer la lisibilité du bourg

3.2 Favoriser la mixité sociale et intergénérationnelle

3.3 Maitriser l'urbanisation du secteur stratégique de développement

3.4 Maitriser la forme urbaine

3.5 Adapter l'offre en équipements

3.6 Affirmer les vocations urbaines et fonctionnelles du bourg

4.1 Faciliter la circulation dans le bourg, améliorer la desserte des zones d'activités et renforcer l'offre en stationnement à proximité des équipements et commerces

4.2 Aménager des liaisons douces sécurisées et attractives entre le bourg et les hameaux et entre le village et la gare pour limiter l'usage de la voiture

5.1 Préserver l'offre commerciale et de services de proximité du centre bourg et du pôle gare

5.2 Pérenniser et améliorer le fonctionnement des zones d'activités, soutenir les nouveaux projets

5.3 Maintenir les activités artisanales

5.4 Développer l'activité touristique et de loisirs

5.5 Favoriser l'exploitation forestière

6.1 Affirmer la vocation agricole du territoire
6.2 Favoriser le développement des activités agricoles

7.1 Préserver la ressource en eau
7.2 Vivre avec les risques
7.3 S'engager dans la transition énergétique
7.4 Préserver les fonctionnalités écologiques du territoire

8.1 Préserver les séquences paysagères remarquables
8.2 Préserver l'identité locale traduite dans les secteurs anciens et le patrimoine bâti
8.3 Maintenir les espaces végétalisés dans le tissu urbain
8.4 Assurer l'intégration des nouvelles constructions à l'environnement bâti et paysager

3.4. Quelles sont les grandes évolutions réglementaires envisagées pour cette procédure ?

Annexes :

- Pour une élaboration ou une révision générale de PLU : si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, joindre le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur et, le cas échéant, une première version du projet de zonage en cours d'élaboration ;
- Pour les révisions de PLU avec examen conjoint (article L. 123-13, II, du code de l'urbanisme) et les déclarations de projet ou DUP impactant un POS ou un PLU : le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint ;

- Limiter la consommation d'espaces agro-naturels en concentrant l'urbanisation dans le bourg (redéfinition de l'enveloppe urbaine et identification des secteurs de développement en son sein ou en greffe).
- Renforcer la centralité du village par des opérations de logements, par le confortement de l'offre en équipements publics et par la préservation des commerces (orientation d'aménagement et de programmation, confirmation de la zone d'équipements communaux futurs, préservation des linéaires commerciaux dans les polarités).
- Renforcer la mixité sociale et intergénérationnelle (servitudes de mixité sociale sur les zones U et AU à vocation d'habitat, orientation d'aménagement et de programmation définissant des typologies de logements variées et adaptées).
- Maîtriser le phénomène de densification et de découpage foncier dans les secteurs excentrés du village (règles d'implantation et d'emprise au sol).
- Permettre la réalisation de la zone d'activité des Boudes, projet porté par le Syndicat Mixte d'études d'aménagement et de développement économique de l'Ouest rhodanien (SMADEOR) et la Communauté d'agglomération de l'Ouest Rhodanien (COR) (classement en zone AU_i avec règlement adapté).
- Protéger les grands espaces agricoles (classement en agricole de tous les terrains exploités).
- Préserver les paysages les plus remarquables (secteurs inconstructibles).
- Préserver les milieux naturels sensibles ou remarquables et leurs fonctionnalités (secteurs inconstructibles, perméabilité des clôtures).
- Protéger le bâti vernaculaire (règles spécifiques d'implantation et pour l'aspect des constructions).

3.5. Le projet sera-t-il soumis à d'autre(s) type(s) de procédure(s) ou consultation(s) réglementaire(s) (exemples : avis de la CDPENAF, du Comité de massif, autorisation du SCoT au titre de l'article L. 122-2 du code de l'urbanisme...) ou fera-t-il l'objet d'une enquête publique conjointe avec une (ou plusieurs) autre(s) procédure(s) ? (ex : procédure d'AVAP, de mise à jour du zonage d'assainissement...) ? Si oui, préciser

Oui : CDPENAF dans le cadre de l'avis sur le dossier de PLU arrêté.

3.6. Contexte de la planification : le projet est-il concerné par...

- les dispositions de la loi Montagne ?	Non
- les dispositions de la loi Littoral (3 lacs concernés : Léman, Bourget, Annecy) ?	Non
- une DTA ou DTADD ? Si oui, laquelle ?	Non
- un SCoT , un schéma de secteur ? Si oui, le(s)quel(s) ? ce(s) document(s) a-t-il (ont-ils) été élaboré(s) selon les dispositions de la loi « Grenelle 2 » ?	SCoT du Beaujolais (non Grenelle)
- un (ou plusieurs) SDAGE ou SAGE ? Si oui, le(s)quel(s) ?	SDAGE Rhône-Méditerranée

3.7. Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme : le document en vigueur sur le territoire (ou au moins un des documents d'urbanisme en vigueur, pour un PLUi) a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

Non

4. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine

4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain

Quels sont les objectifs de cette procédure en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	<ul style="list-style-type: none"> - Urbaniser en priorité les dents creuses et secteurs disponibles dans l'enveloppe urbaine en ou greffe de celle-ci. - Favoriser des opérations de renouvellement urbain - Stopper les extensions urbaines dans les secteurs éloignés du bourg - Favoriser la densification du tissu par la mise en place d'Orientations d'Aménagement et de Programmation avec une densité moyenne de 25 à 30 logements/ha. - Concernant les surfaces à vocation d'habitat, le projet de PLU table sur un taux de modération de la
---	---

	consommation foncière de 55% par rapport aux 10 années précédant la mise en révision.
--	---

4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain	
Quels sont les objectifs de cette procédure en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	<ul style="list-style-type: none"> - Favoriser une utilisation rationnelle du foncier à vocation économique en limitant l'impact sur l'agriculture et sur l'environnement, par la mise en place d'un règlement permettant une densité importante pour une meilleure exploitation du potentiel fourni par le foncier économique disponible, tant dans les secteurs déjà urbanisés (emprise au sol plus forte) que dans la nouvelle zone : <ul style="list-style-type: none"> ▪ La création de la zone d'activité des Boudes a fait l'objet d'une concertation importante avec tous les partenaires, notamment le monde agricole. Seules les surfaces nécessaires à la zone d'activités seront urbanisées. Les espaces naturels sensibles et les corridors seront préservés. Le SMADEOR a lancé une procédure de création de ZAC. La concertation préalable a commencé en juin 2017 (cf délibération jointe au dossier) et la création doit être actée en février 2018. Une étude d'impact est prévue dans le cadre du dossier de création de ZAC. Tous ces éléments garantiront une utilisation rationnelle du foncier économique.
Quelle est l'évolution par rapport aux tendances passées ?	<ul style="list-style-type: none"> - Densification du bourg plus importante - Définition d'un projet de greffe de bourg maîtrisé à vocation d'habitat (secteur encadré par une orientation d'aménagement et de programmation). - Réduction du mitage et des extensions non maîtrisées sur les franges urbaines.
Sur quelles perspectives de développement (<i>démographique, économique, touristique ou d'équipements publics ou autre, selon la vocation de l'urbanisation envisagée</i>) du territoire s'appuient ces objectifs en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	<ul style="list-style-type: none"> - Estimation de construction de 120 logements maximum pour les 11 ans à venir (dont une cinquantaine maîtrisés par des Orientations d'Aménagement et de Programmation) - Environ 175 habitants supplémentaires entre 2017 et 2027, soit un taux de croissance annuel moyen d'1,1%. - Renforcement de l'offre en équipements publics avec la programmation d'une salle des fêtes et d'une zone de loisirs dans le bourg. - Manque de foncier économique disponible à l'échelle de la COR d'où la nécessité de faire aboutir le projet de la ZA des Boudes, qui viendra en prolongement d'autres zones d'activités existantes sur la commune ou sur celles limitrophes (Sarcey).
Le projet a-t-il pour conséquence d'ouvrir à l'urbanisation certaines parties du territoire : oui / non ? Si oui :	
Quelle est approximativement la superficie consommée ?	<ul style="list-style-type: none"> - Zone AUa du bourg (habitat): 1,85 ha déjà classés en zone AU dans le PLU de 2014 (annulé par décision de justice en 2017) et classés en NCa dans le POS en vigueur - Zone AUi des Boudes (activités économiques) : 39,4 ha

	<p>mais dont seulement 27 ha seraient effectivement aménagés pour l'activité économique, le reste correspondant à des secteurs à forte sensibilité environnemental à préserver.</p>
<p>Quelles possibilités d'optimisation du potentiel constructible à l'intérieur du tissu urbain existant (<i>densification, dents creuses, opérations de démolition/reconstruction, friches, bâtiments non investis, logements ou locaux vacants, lits froids pour le tourisme de montagne...</i>) ont été préalablement examinées ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - un potentiel d'environ 20 logements en réhabilitation dans les zones U. - Prise en compte de toutes les dents creuses mobilisables localisées dans le tissu urbain dans le calcul des objectifs de production de logements. - Prise en compte des potentielles divisions des terrains bâtis dans le calcul des objectifs de production de logements (environ 25 logements).
<p>Expliquez dans les grandes lignes, en fonction des zones concernées, les impacts de cette ouverture à l'urbanisation (<i>sur les espaces agricoles, naturels ou forestiers, en termes de déplacements...</i>).</p>	<p>Zone AUa du bourg (habitat) : impacts agricoles et naturels très limités :</p> <ul style="list-style-type: none"> - espaces en prairie et en vignes plus exploités, n'entraînant pas de gênes pour les exploitants. - maintien des masses végétales dans l'OAP (ancien verger) - connexion de la zone au maillage piéton existant pour faciliter les déplacements doux vers le centre village <p>Zone AUi des Boudes (activités économiques) : impacts agricoles et naturel faibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - discussions et concertation avec la profession agricole de longue date : accord pour céder des terrains pour l'activité économique. Les exploitants concernés sont prévenus depuis longtemps et ont eu le temps de prendre en compte la disparition de ces surfaces dans le cadre de leur exploitation. Ils seront par ailleurs indemnisés. - prise en compte des sensibilités écologiques (espaces naturels sensibles, remarquables ou corridors) dans l'élaboration de la ZAC. Une étude 4 saisons a été réalisée pour identifier les secteurs à forts enjeux environnementaux. Ceux-ci seront préservés dans le projet d'aménagement de la ZAC. Une partie du foncier acheté conservera donc sa vocation naturel et sera protégée.

4.2. Milieux naturels et biodiversité			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Zone Natura 2000 ?		X	
Zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO) ?		X	
Parc national, parc naturel marin, réserve naturelle (régionale ou nationale) ou parc naturel régional ?		X	
Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) type I ?		X	
Arrêté préfectoral de protection de biotope ?		X	
Continuité écologique connue ou repérée par la commune ou l'intercommunalité ou par un document de rang supérieur (SRCE , SCoT, DTA...) ?	X		SRCE : Corridor écologique d'importance régional au Nord-Est du territoire communal (liaison monts du Lyonnais - monts du Beaujolais). Corridor aquatique le long de la Turdine SCoT du Beaujolais : Corridor aquatique le long de la Turdine
Zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ? Repérée par un document de rang supérieur (ScoT, DTA...) ou par un autre document (contrat de rivière, inventaire du Conseil général...) ? Ou identifiée au titre de la convention de RAMSAR ?	X		Inventaire du syndicat de rivière Brévenne-Turdine, examiné et validé localement avec le syndicat.

4.3. Paysages, patrimoine naturel et bâti			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Éléments majeurs du patrimoine bâti (monuments historiques et périmètres de protection, élément inscrit au patrimoine de l'UNESCO, zone de présomption de prescription archéologique...) ?		X	
Site classé ou projet de site classé ?		X	
Site inscrit ou projet de site inscrit ?		X	
Zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) ou Aire de mise en valeur du patrimoine (AVAP) ?		X	
Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) ?		X	
Directive de protection et de mise en valeur des paysages ?		X	
Perspectives paysagères identifiées comme à préserver par un document de rang supérieur (ScoT, DTA...) ?		X	

4.4. Ressource en eau			
Captages : Le projet est-il concerné par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, précisez lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Périmètre de protection (immédiat, rapprochée, éloignée) d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?		X	
Captages :	Oui	Non	Si oui, précisez lequel(les) ?

4.4. Ressource en eau			
			Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Le projet est-il concerné par un(e) (ou plusieurs) des 500 captages prioritaires Grenelle 2 ?		X	
De captages repérés par un SDAGE Ou un SAGE?		X	
Usages :	Oui	Non	Si oui, précisez
Les ressources en eau sont-elles suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins futurs ? Pour l'alimentation en eau potable et pour les autres usages?	X		Syndicat intercommunal des eaux de la région de Tarare : eau importée depuis le Syndicat Mixte d'Eau Potable Saône Turdine qui dispose d'une ressource suffisante et qui est sécurisé par le SIE des Monts du Lyonnais.
Y a-t-il risques de conflits entre ces différents usages ?		X	
Le projet est-il concerné par une zone de répartition des eaux (ZRE) ?		X	
Le système d'assainissement a-t-il une capacité suffisante pour les besoins présents et futurs du territoire et des autres territoires qui y sont raccordés ? Quel est l'impact sur les rejets dans les milieux ?	X		<p><u>4 STEP sur la commune :</u></p> <p>STEP de la Châtonnière d'une capacité nominale de 200 Equivalent-Habitant, mise en service en 1995. Elle traite les effluents par les secteurs de Chez les Fenouillet, de Rottavet et de la Châtonnière. Charges entrantes : environ 116 EH, soit une capacité restante de 84 EH (environ 2 habitants supplémentaires projetés / 1 changement de destination dans le PLU). STEP conforme à la réglementation.</p> <p>STEP d'Ordilly d'une capacité nominale de 200 Equivalent-Habitant, mise en service en 2003. Elle traite les effluents des secteurs du Guéret, des Pillières et d'Ordilly. Charges entrantes : environ 15 EH, soit une capacité restante de 185 EH (environ 4 habitants supplémentaires projetés / 2 changements de destination dans le PLU). STEP conforme à la réglementation.</p> <p>STEP de la Gare d'une capacité nominale de 890 Equivalent-Habitant (sur la base de 45g/j/hab de DBO5), mise en service en 1979. Elle traite les effluents des secteurs de Saint-Romain-de-Popey situés entre le bourg (des Gouttes à l'Ouest au Blanc à l'Est)</p>

		<p>jusqu'à la Maladière. Travaux d'élimination des eaux claires en cours sur le réseau d'assainissement de la rue Centrale.</p> <p>Charges entrantes : environ 710 EH, soit une capacité restante de 180 EH (environ 175 habitants supplémentaires projetés dans le PLU). La STEP est vétuste et devra être remplacée ou supprimée à moyen terme. STEP malgré tout conforme à la réglementation.</p> <p>STEP des Arthauds d'une capacité nominale de 9200 Equivalent-Habitant, mis en service en 1990. Elle traite les effluents des communes des Olmes, Pontcharra-sur-Turdine, Saint-Loup, Saint-Forgeux, Saint-Marcel-l'Eclairé et une petite partie de ceux de Saint-Romain-de-Popey (zone d'activités de la Poste et les hameaux des Arthaux, le Camus, Les Baudes et La Grange Guers). La capacité devrait augmenter par le dévoiement des effluents de Saint-Forgeux, Saint-Loup et Saint-Marcel-l'Eclairé vers Tarare.</p> <p>Elimination des eaux claires parasites.</p> <p>Charges entrantes : environ 4885 EH, soit une capacité restante de 4315 EH (pas d'habitants supplémentaires projetés dans le PLU). STEP conforme à la réglementation.</p>
--	--	--

4.5. Sols et sous-sol, déchets

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?
Sites et sols pollués ou potentiellement pollués (base de données BASOL) ?		X	

4.5. Sols et sous-sol, déchets

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?
Anciens sites industriels et activités de services (base de données BASIAS) ?		X	
Carrières et/ou projets de création ou d'extension de carrières ?		X	

Projet d'établissement de traitement des déchets sur le territoire ?		X	
--	--	---	--

4.6. Risques et nuisances

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Risques ou aléas naturels (<i>inondations, mouvement de terrain, avalanche, feu de forêts...</i>), industriels, technologiques, miniers connus ?	X		Risques géologiques (coulées de boue, glissements de terrains et chutes de blocs) Prise en compte des risques dans le règlement (limitation de la construction dans les secteurs concernés par des règles précises)
Plans de prévention des risques (<i>naturels, technologiques, miniers</i>) approuvés ou en cours d'élaboration ?		X	
Nuisances connues (<i>sonores, lumineuses, vibratoires, olfactives</i>) ou projets susceptibles d'entraîner de telles nuisances ?		X	
Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore ou arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures ?	X		Infrastructures de transport terrestres bruyantes (A89, RN et voie ferrée)

4.7. Air, énergie, climat

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Plan de protection de l'atmosphère (PPA) ?		X	
Enjeux spécifiques relevés par le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) ?		X	

Projet éolien ou de parc photovoltaïque ?		X	
---	--	---	--

5. Éléments complémentaires
que la commune ou l'intercommunalité souhaite communiquer (*facultatif*)

--

6. Annexes (*rappel*)

Pour les élaboration ou révision de PLU ou PLUi ou de carte communale	Pour les PLU et PLUi : le projet de PADD débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU	X
	Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur	X
	Le cas échéant, une première version du projet de règlement graphique en cours d'élaboration	X
Pour les révisions de PLU avec examen conjoint et les déclarations de projet ou DUP impactant un POS ou un PLU	Le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint	
Pour tous	La délibération prescrivant la procédure	X